



Communiqué de presse

Luxembourg, le 21 avril 2021

Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour assurer l'utilisation des services spatiaux de l'UE

Selon un rapport spécial publié aujourd'hui par la Cour des comptes européenne, l'Union européenne n'a pas pris suffisamment de mesures pour exploiter tout le potentiel de ses programmes spatiaux. Les programmes satellitaires Galileo et Copernicus, en particulier, fournissent des données et services précieux, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour tirer profit des investissements considérables réalisés (qui avoisinent à ce jour les 18 milliards d'euros) et pour optimiser les avantages qu'ils apportent aux citoyens ainsi qu'à l'économie. Les auditeurs préconisent une stratégie globale, des actions plus ciblées et une meilleure utilisation du cadre réglementaire pour soutenir avec efficacité l'adoption des services.

L'UE dispose actuellement de trois programmes spatiaux, dont deux absorbent la grande majorité des investissements: Copernicus, qui fournit des données provenant de l'observation de la Terre par satellite, et Galileo, un système mondial de radionavigation et de positionnement par satellite. À la fin de 2020, l'Union européenne avait consacré 18,3 milliards d'euros à ses programmes spatiaux. Pour la période 2021-2027, elle leur a affecté plus de 14 milliards d'euros. Dans sa stratégie adoptée en 2016, la Commission européenne a visé à maximiser les avantages économiques et sociétaux des programmes spatiaux européens, sans toutefois définir les avantages recherchés. Elle n'a pas non plus fixé de valeurs cibles ni de calendrier clairs qui expliquent ce qui doit être réalisé et dans quel délai.

L'objectif de ce communiqué de presse est de présenter les principaux messages du rapport spécial adopté par la Cour des comptes européenne. Celui-ci est disponible dans son intégralité sur le site eca.europa.eu.

ECA Press

12, rue Alcide De Gasperi – L-1615 Luxembourg

E: press@eca.europa.eu @EUAuditors eca.europa.eu

«Sur le plan technologique, l'UE est parvenue à se hisser au rang d'acteur mondial en matière de services spatiaux d'observation de la Terre et de radionavigation. Pour tirer pleinement profit des investissements publics considérables réalisés, il lui manque toutefois une approche globale qui favorise l'adoption de ses services spatiaux», a déclaré M. Mihails Kozlovs, le Membre de la Cour des comptes européenne responsable du rapport. «Alors que la plupart des mesures de la période 2021-2027 sont toujours sur l'aire de lancement, nous espérons que notre audit marquera le début du compte à rebours pour un nouvel ensemble d'actions susceptibles d'aider avec efficacité l'UE à obtenir tous les avantages potentiellement offerts par ces ressources précieuses.»

Selon les constatations des auditeurs de l'UE, l'approche adoptée par la Commission pour évaluer l'ampleur des avantages potentiels comportait de nombreuses insuffisances. En conséquence, l'impact économique sur la croissance et l'emploi ainsi que les avantages globaux réels des programmes ne sont pas connus et ont pu être surestimés ou sous-estimés.

Les auditeurs observent qu'à son entrée en service, en 2016, le programme Galileo accusait déjà un retard de huit ans par rapport au projet original. Dernièrement, des progrès satisfaisants ont néanmoins été réalisés pour ce qui est de commercialiser des récepteurs compatibles avec Galileo et, par suite, de permettre l'utilisation de ce dernier dans des segments de marché pertinents, tels que ceux des smartphones ou des applications automobiles. Cependant, le GPS américain, premier système mondial de radionavigation par satellite, a toujours une forte présence sur le marché, et il faudra du temps pour que les utilisateurs adoptent plus généralement Galileo. À cela s'ajoutent des retards récurrents: Galileo possède des éléments que les autres systèmes ne proposent pas, mais ils ne sont pas encore pleinement disponibles.

Les auditeurs ont aussi constaté que plusieurs actions clés visant à promouvoir l'utilisation des données Copernicus à l'échelle de l'UE n'étaient pas suffisamment ciblées ou n'avaient pas entraîné l'augmentation espérée de l'adoption. Pour produire tous leurs effets, les applications doivent être également utilisées en dehors du secteur spatial. Or les experts et les scientifiques restent pratiquement les seuls à y recourir. L'accès aux données Copernicus a été amélioré, mais les différentes plateformes le proposant sont toujours trop nombreuses et il n'existe pas encore de vision à long terme en ce qui concerne un accès efficace à ces données.

Dans la stratégie spatiale pour l'Europe qu'elle a adoptée en 2016, la Commission s'est également engagée à prendre des dispositions réglementaires pour encourager le recours aux solutions spatiales. Peu de mesures ont cependant été prises afin de déterminer les obstacles réglementaires ou administratifs susceptibles d'empêcher l'utilisation des services spatiaux. En outre, selon les auditeurs, la Commission n'a exploité qu'en partie les possibilités de promotion des services dans la législation européenne ou dans les normes, et de graves lacunes subsistent en ce qui concerne la promotion de l'utilisation des programmes spatiaux de l'UE dans la législation européenne ou les normes internationales. Dans un grand nombre de domaines pertinents, par exemple le transport routier et la logistique, les voitures autonomes et les drones, la réglementation est, au mieux, incomplète, et, au pire, fait totalement défaut.

Informations générales

La Commission européenne, l'Agence spatiale européenne (ESA) et plusieurs autres entités – de l'UE et hors UE – partagent la gestion des programmes spatiaux de l'Union, en coopération avec les États membres.

À l'heure actuelle, l'UE dispose de trois programmes phares dans le domaine spatial: Copernicus, le plus grand programme au monde consacré à l'observation de la Terre; Galileo, le système mondial de radionavigation par satellite (GNSS) de l'Union européenne; et EGNOS, le système européen de navigation par recouvrement géostationnaire. L'étendue de l'audit n'a pas couvert le programme EGNOS, qui concerne un domaine très spécifique et présente une importance limitée sur le plan financier.

Le rapport spécial n° 07/2021 intitulé «Programmes spatiaux Galileo et Copernicus de l'UE: les services ont été lancés, mais des efforts supplémentaires devront être déployés pour en assurer l'adoption» est d'ores et déjà disponible en anglais sur le site internet de la Cour des comptes européenne (eca.europa.eu) et le sera prochainement dans d'autres langues de l'UE.

L'année dernière, la Cour des comptes européenne a publié un rapport sur l'[utilisation des nouvelles technologies d'imagerie pour assurer le suivi de la politique agricole commune](#).

La Cour des comptes européenne présente ses rapports spéciaux au Parlement européen et au Conseil de l'UE, ainsi qu'à d'autres parties intéressées telles que les parlements nationaux, les acteurs de l'industrie et des représentants de la société civile. La grande majorité des recommandations formulées dans les rapports sont mises en œuvre.

Contact presse

Service de presse de la Cour: press@eca.europa.eu

- Vincent Bourgeois: vincent.bourgeois@eca.europa.eu - M: (+352) 691 551 502
- Claudia Spiti: claudia.spiti@eca.europa.eu - M: (+352) 691 553 547